

## REGION WALLONNE

F. 82 — 1843

27 OCTOBRE 1982

## Arrêté de l'Exécutif Régional Wallon instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables situés dans la Région wallonne

L'Exécutif Régional Wallon,

Vu le Code du Logement, notamment l'article 38 et l'article 76, inséré par la loi du 19 juillet 1976;

Vu l'avis du 27 juillet 1982 de l'inspecteur des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu d'octroyer à bref délai, vu la situation du parc des logements situés en Région wallonne, une prime à la réhabilitation, d'agréer les catégories professionnelles parmi lesquelles les estimateurs sont reconnus et, dans un souci de cohérence juridique, d'abroger l'arrêté de l'Exécutif Régional Wallon du 22 septembre 1982 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables situés dans la Région wallonne.

Sur la proposition du Ministre de la Région wallonne pour le Logement et l'Informatique,

Arrête :

**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1. **Ministre :**  
le Ministre de la Région wallonne qui a le logement dans ses attributions;

2. **estimateur :**  
la personne physique ou morale habilitée à établir :  
— le devis des travaux de réhabilitation;  
— la déclaration d'achèvement partiel de ceux-ci s'il échet;  
— la déclaration d'achèvement complet des travaux de réhabilitation;

3. **revenus :**  
Les revenus nets imposables à l'impôt des personnes physiques recueillis par le demandeur et son conjoint ou la personne avec laquelle il vit maritalement, au cours de l'année antérieure à celle qui précède l'année de la demande;

Lorsque le cumul des revenus est appliqué, les abattements fiscaux accordés aux conjoints sont également d'application;

4. **logement :**  
la maison ou l'appartement destiné en ordre principal à l'habitation;

5. **logement améliorable :**  
le logement qui présente des défauts qui affectent notamment la stabilité, l'étanchéité, la solidité, l'aération et l'éclairage naturels, la sécurité, l'isolation ou l'hygiène et auxquels il est possible de remédier.

**Art. 2.** Dans la limite des crédits inscrits à cette fin au budget de la Région wallonne, le Ministre peut accorder, aux conditions fixées par le présent arrêté, une prime aux particuliers qui réhabilitent un logement améliorable.

La prime ne peut être cumulée avec les avantages prévus par la réglementation relative aux prêts consentis par le Fonds du Logement de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique et par la Société nationale terrienne, ni avec les avantages prévus par l'article 15.

En outre, le logement pour lequel une prime a été accordée ne peut faire l'objet d'une nouvelle demande de prime durant les cinq années qui suivent la notification du montant définitif, visée à l'article 10, § 1er, alinéa 1er.

**Art. 3.** La demande doit être introduite auprès de l'Administration du Logement au moyen du formulaire ad hoc établi par le Ministre et délivré soit par cette administration, soit par la commune.

Elle doit, à peine de nullité, être envoyée par lettre recommandée à la poste; le cachet de la poste fait foi de la date de la demande.

La demande est accompagnée des documents ci-après :

1° l'extrait du registre de la population établissant l'identité complète du demandeur et de son conjoint ou de la personne avec laquelle il vit maritalement ainsi que des enfants qui sont à charge du demandeur et des enfants qui sont à charge de la personne avec qui le demandeur vit maritalement;

2° le devis des travaux décrits à l'article 7;

3° l'avertissement-extrait de rôle attestant des revenus ou, à défaut, une déclaration écrite autorisant l'Administration du Logement à recueillir auprès des services compétents du Ministère des Finances les renseignements nécessaires.

**Art. 4.** A la date de la demande, le demandeur doit :

1. être âgé de 21 ans;  
2. consentir durant une période de cinq années prenant cours à la date de la demande, à la visite du logement par les délégués du Ministre chargés de contrôler si les conditions relatives aux travaux ont été respectées.

**Art. 5.** Les revenus ne peuvent excéder la somme de 1 000 000 F.

**Art. 6.** Le logement doit être situé dans la Région wallonne, il doit être reconnu améliorable par l'estimateur.

**Art. 7. § 1er.** Les travaux de réhabilitation comprennent des travaux d'assainissement et des travaux d'amélioration.

Les travaux d'assainissement doivent être considérés par l'estimateur comme de nature à remédier aux causes d'insalubrité.

Les travaux d'amélioration, déterminés par l'estimateur, doivent être de nature à améliorer notamment la structure et la distribution intérieure, l'isolation, l'équipement ou l'accès du logement. Ils ne peuvent être pris en considération que si les travaux d'assainissement remédient à toutes les causes d'insalubrité.

Il n'est pas tenu compte des travaux qui seraient effectués à des pièces affectées ou destinées à être affectées principalement à l'exercice d'une activité professionnelle.

§ 2. Les travaux de réhabilitation ne peuvent être entrepris qu'après l'établissement du devis.

Ils sont exécutés dans un délai de deux ans qui prend cours à la date de la notification de la promesse d'octroi de la prime; le Ministre peut toutefois proroger ce délai de six mois s'il estime que le retard est dû à la force majeure.

Les travaux de réhabilitation doivent être exécutés par des entrepreneurs enregistrés conformément à l'article 299bis du Code des Impôts sur les Revenus.

Il n'est pas accordé de prime pour des travaux de réhabilitation dont le devis est inférieur à 100 000 francs.

**Art. 8. § 1er.** Le montant de la prime est fixé à 30 p.c. du coût des travaux, sans pouvoir excéder 1 500 000 F.

Toutefois, si les revenus n'excèdent pas 500 000 F, il est fixé à 60 p.c. du coût des travaux sans pouvoir dépasser 200 000 F.

§ 2. Le montant de la prime fixé conformément au § 1er est augmenté de 100 000 F lorsque la demande a trait à des travaux de réhabilitation à exécuter à un logement acquis par le demandeur depuis moins de cinq ans à la date de la demande.

Toutefois, cette disposition ne s'applique qu'aux logements dont l'acte authentique d'achat a été signé par le demandeur après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

En outre, cette augmentation n'est pas accordée si le demandeur a bénéficié d'une prime pour l'acquisition d'habitations appartenant au secteur public dans la Région wallonne en vertu de l'arrêté royal du 27 avril 1977, modifié par l'arrêté royal du 12 avril 1978.

**Art. 9.** La promesse d'octroi de la prime est accordée sur base du devis de l'estimateur et des renseignements fournis par le demandeur. La promesse ou le refus d'octroi de la prime est notifié au demandeur dans les six mois de la demande.

**Art. 10.** Le montant de la prime est arrêté sur base des factures se rapportant aux travaux visés à l'article 7, § 1er. Ce montant est notifié au demandeur après réception par l'Administration du Logement d'une déclaration de l'estimateur certifiant l'achèvement complet des travaux.

A la requête du demandeur, l'estimateur établit un état d'avancement des travaux à la condition que le montant des factures atteigne au moins la moitié du coût de l'ensemble des travaux qui ont fait l'objet du devis; après réception de cet état d'avancement, l'Administration du Logement notifie au demandeur qu'il lui est alloué un montant égal à la moitié de celui de la promesse d'octroi.

**Art. 11.** Lorsque le présent arrêté se réfère à la fixation d'un revenu, les montants arrêtés sont augmentés de 50 000 F par enfant à charge au moment de la demande.

**Art. 12.** § 1er. Sont agréées comme estimateurs, les personnes physiques qui appartiennent aux catégories professionnelles suivantes :

- a) les architectes;
- b) les ingénieurs-architectes;
- c) les ingénieurs civils;
- d) les ingénieurs industriels;
- e) les ingénieurs-techniciens;
- f) les géomètres-experts immobiliers.

Par arrêté motivé, le Ministre peut agréer des catégories professionnelles autres que celles visées à l'alinéa précédent.

§ 2. Les personnes morales suivantes sont agréées en vue d'exercer la fonction d'estimateur :

- a) les sociétés commerciales dont l'objet social comprend l'ingénierie, l'architecture et les études similaires;
- b) les filiales de la S.R.L.W. ayant le même objet que celui des sociétés visées au § 2, a).

§ 3. Les organismes suivants sont agréés en vue d'exercer la fonction d'estimateur :

- a) le Centre scientifique et technique de la Construction;
- b) la Société de Développement régional wallon;
- c) les Comités régionaux du Logement.

§ 4. Par arrêté motivé, le Ministre peut retirer l'agrément à l'estimateur qui aurait manqué à ses obligations.

§ 5. Le demandeur ne peut faire exécuter les travaux par l'estimateur ni celui-ci exécuter ceux-ci. Il ne peut accorder à l'estimateur, ni celui-ci accepter, une rétribution supérieure au maximum fixé par le Ministre.

**Art. 13.** Dans le cas où la personne qui a reçu une subvention est tenue de la rembourser, conformément à l'article 3, alinéas 1er et 2, de l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions, le recouvrement est confié à l'Administration du Logement de la Région wallonne.

**Art. 14.** A titre transitoire, le Ministre peut prendre en considération les travaux visés à l'article 7 qui auraient été effectués depuis le 1er avril 1982 pour autant qu'ils aient fait ou qu'ils fassent l'objet d'une demande de prime introduite au plus tard dans le délai d'un mois à partir de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* et pour autant qu'il soit établi après enquête que ces travaux constituent effectivement des travaux d'assainissement, d'amélioration ou d'isolation.

**Art. 15.** Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 21 février 1977 concernant l'octroi, pour la Région wallonne, d'avantages à l'amélioration des habitations salubres, modifié par les arrêtés royaux des 18 mai 1977, 25 janvier 1979 et 21 octobre 1980;

2° l'arrêté royal du 22 février 1977 concernant l'octroi, pour la Région wallonne, d'avantages à l'assainissement d'habitations insalubres améliorables, modifié par les arrêtés royaux des 18 mai 1977 et 25 janvier 1979;

3° l'arrêté royal du 5 mars 1979 instaurant l'octroi d'avantages à l'amélioration de la qualité thermique des habitations dans la Région wallonne, modifié par les arrêtés royaux des 15 janvier 1980 et 9 décembre 1981.

**Art. 16.** L'arrêté de l'Exécutif Régional Wallon du 22 septembre 1982 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables situés dans la Région wallonne est abrogé.

**Art. 17.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 18.** Le Ministre de la Région wallonne pour le Logement et l'Informatique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 octobre 1982.

Le Ministre-Président de la Région wallonne,

J.-M. DEHOUSSE

Le Ministre de la Région wallonne  
pour le Logement et l'Informatique,

A. BERTOUILLE

—  
ÜBERSETZUNG  
—

—  
WALLONISCHE REGION  
—

D. 82 — 1643

**27. OKTOBER 1982.** — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Einführung einer Prämie für die Wiederherstellung von in der Wallonischen Region gelegenen verbesserungsfähigen Wohnungen

Aufgrund des Wohnesetzbuches, insbesondere des Artikels 38 und des Artikels 76, der durch das Gesetz vom 19. Juli 1976 eingefügt wurde;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 27. Juli 1982;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 9. August 1980;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass angesichts des Zustandes der Gesamtheit der in der Wallonischen Region gelegenen Wohnungen kurzfristig eine Prämie für die Wiederherstellung gewährt werden muss, die Berufskategorien, unter denen die Taxatoren anerkannt werden, zugelassen werden müssen und, um juristisch kohärent zu bleiben, der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. September 1982 zur Einführung einer Prämie für die Wiederherstellung von in der Wallonischen Region gelegenen verbesserungsfähigen Wohnungen aufgehoben werden muss;

Auf Vorschlag des Ministers der Wallonischen Region für das Wohnungswesen und die Datenverarbeitung,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

**Artikel 1.** Für die Anwendung dieses Erlasses versteht man unter :

1. Minister :

den Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört;

2. Taxator :

die natürliche oder juristische Person, die berechtigt ist :  
— den Kostenvoranschlag für die Wiederherstellungsarbeiten aufzustellen;

— gegebenenfalls die partielle Fertigstellung dieser Arbeiten festzustellen;

— die vollständige Fertigstellung der Wiederherstellungsarbeiten festzustellen;

**3. Einkommen :**

das Nettoeinkommen, das mit der Steuer auf das Einkommen der natürlichen Personen belegt ist und das der Antragsteller und sein Ehepartner oder die Person, mit der er in wilder Ehe lebt, während des Jahres vor demjenigen, das dem Jahr der Antragstellung vorangeht, erhalten haben;

wenn die Kumulierung der Einkommen angewandt wird, werden die den Ehepartnern gewährten Steuerermässigungen ebenfalls angewandt;

**4. Wohnung :**

das Haus oder das Appartement, das in erster Linie dem Wohnen dient;

**5. verbesserungsfähiger Wohnung :**

die Wohnung, die Mängel aufweist, die namentlich die Stabilität, die Dichtigkeit, die Trockenheit, die natürliche Belüftung und Beleuchtung, die Sicherheit, die Isolierung oder die Hygiene beeinträchtigen und die behoben werden können.

**Art. 2.** Im Rahmen der zu diesem Zweck im Haushaltsplan der Wallonischen Region eingetragenen Mittel kann der Minister unter den in diesem Erlass festgelegten Bedingungen Privatleuten, die eine verbesserungsfähige Wohnung wiederherstellen, eine Prämie gewähren.

Die Prämie darf weder mit den Vorteilen kumuliert werden, die durch die Bestimmungen über die Darlehen vorgesehen sind, die vom Wohnungsfonds des Bundes der Kinderreichen Familien Belgiens und von der Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbeauftragung gewährt werden, noch mit den in Artikel 15 vorgesehenen Beihilfen.

Ferner darf eine Wohnung, für die eine Prämie gewährt wurde, innerhalb der fünf Jahre, die der in Artikel 10, § 1, Absatz 1 gemeintem Zustellung des definitiven Betrags folgen, nicht Gegenstand eines weiteren Antrags auf Prämie sein.

**Art. 3.** Der Antrag muss mittels des zu diesem Zweck vom Minister aufgesetzten Formulars bei der Wohnungsbauverwaltung eingereicht werden. Dieses Formular wird von dieser Verwaltungsstelle oder von der Gemeinde ausgehändigt.

Um gültig zu sein, muss der Antrag per Einschreibebrief gesandt werden; das Datum des Poststempels ist maßgebend.

Dem Antrag müssen folgende Unterlagen beigelegt werden:

1. der Auszug aus dem Bevölkerungsregister, der die vollständigen Personalien des Antragstellers und seines Ehepartners oder der Person festhält, mit der er in wilder Ehe lebt, sowie der Kinder die zu Lasten des Antragstellers fallen, und der Kinder, die zu Lasten der Person fallen, mit der der Antragsteller in wilde Ehe lebt;

2. der Kostenvoranschlag für die in Artikel 7 beschriebenen Arbeiten;

3. der Steuerbescheid, der die Einkünfte belegt, oder in Ermangelung dessen eine schriftliche Erklärung, die der Wohnungsbauverwaltung erlaubt, die notwendigen Auskünfte bei den zuständigen Dienststellen des Finanzministeriums einzuholen.

**Art. 4.** Am Tage der Antragstellung muss der Antragsteller :

1° 21 Jahre alt sein;

2° während eines Zeitraumes von fünf Jahren ab dem Tage der Antragstellung zulassen, dass die Bevollmächtigten des Ministres, die überprüfen müssen, ob die Bedingungen in Zusammenhang mit den Arbeiten eingehalten wurden, die Wohnung besichtigen,

**Art. 5.** Die Einkünfte dürfen 1 000 000 BF nicht übersteigen.

**Art. 6.** Die Wohnung muss in der Wallonischen Region gelegen sein. Sie muss vom Taxator als verbesserungsfähig anerkannt werden.

**Art. 7. § 1.** Die Wiederherstellungsarbeiten umfassen Sanierungs- und Ausbesserungsarbeiten.

Die Sanierungsarbeiten müssen vom Taxator als solche betrachtet werden, die die Ursachen der Gesundheitsschädlichkeit beheben können.

Die Ausbesserungsarbeiten, die vom Taxator bestimmt werden, müssen insbesondere eine Verbesserung der Struktur und der Innenaufteilung, der Isolierung, der Ausstattung oder des Zugangs zur Wohnung bezwecken. Sie dürfen nur dann berücksichtigt werden, wenn die Sanierungsarbeiten alle Ursachen der Gesundheitsschädlichkeit beheben können.

Werden nicht berücksichtigt die Arbeiten, die an Räumen vorgenommen werden, die hauptsächlich der Ausübung einer Berufstätigkeit dienen oder dazu bestimmt sind, der Ausübung einer Berufstätigkeit zu dienen.

**§ 2.** Die Wiederherstellungsarbeiten dürfen nur nach der Aufstellung des Kostenvoranschlags in Angriff genommen werden.

Sie müssen innerhalb einer Frist von zwei Jahren ab dem Tag der Zustellung der Zusage der Prämienbewilligung ausgeführt werden; der Minister kann diese Frist jedoch um sechs Monate verlängern, wenn er glaubt, dass die Verspätung durch höhere Gewalt verursacht wurde.

Die Wiederherstellungsarbeiten müssen von Unternehmern ausgeführt werden, die gemäss Artikel 299bis des Gesetzbuches über die Einkommensteuer registriert worden sind.

Für Wiederherstellungsarbeiten, deren Kostenvoranschlag unter 100 000 BF liegt, werden keine Prämien bewilligt.

**Art. 8. § 1.** Die Höhe der Prämie ist auf 30 % der Kosten der Arbeiten festgelegt; sie darf jedoch 150 000 BF nicht überschreiten.

Wenn die Einkommen jedoch 500 000 BF nicht übersteigen, wird die Prämie auf 60 % der Kosten der Arbeiten festgelegt, ohne jedoch 200 000 BF überschreiten zu dürfen.

**§ 2.** Die gemäss § 1 festgelegte Höhe der Prämie wird um 100 000 BF erhöht, wenn der Antrag sich auf Wiederherstellungsarbeiten bezieht, die an einer Wohnung durchgeführt werden müssen, die am Tage der Antragstellung vor weniger als fünf Jahren vom Antragsteller erworben wurde.

Diese Bestimmung ist jedoch nur auf die Wohnungen anwendbar, für die der Antragsteller den beglaubigten Kaufakt vor der Inkrafttretung des vorliegenden Erlasses unterzeichnet hat.

Ferner wird diese Erhöhung nicht gewährt, wenn der Antragsteller aufgrund des durch den Königlichen Erlass vom 12. April 1978 abgeänderten Königlichen Erlasses vom 27. April 1977 eine Prämie für den Erwerb von Wohnungen, die dem Öffentlichen Sektor gehören, bezogen hat.

**Art. 9.** Die Zusage der Prämienbewilligung erfolgt auf der Grundlage des Kostenvoranschlags des Taxators und der vom Antragsteller erteilten Auskünfte. Die Zusage oder die Verweigerung der Prämienbewilligung wird dem Antragsteller innerhalb 6 Monaten ab dem Tag der Antragstellung mitgeteilt.

**Art. 10.** Die Höhe der Prämie wird aufgrund der Rechnungen bezüglich der in Artikel 7, § 1 beschriebenen Arbeiten festgelegt. Der Betrag wird dem Antragsteller mitgeteilt, nachdem die Wohnungsbauverwaltung eine Erklärung des Taxators erhalten hat, die die vollständige Fertigstellung der Arbeiten bescheinigt.

Auf Verlangen des Antragstellers stellt der Taxator den erreichten Stand der Arbeiten fest, wenn der Betrag der Rechnungen mindestens die Hälfte der Kosten für die gesamten Arbeiten erreicht, die Gegenstand des Kostenvoranschlags waren; nach Empfang dieser Abrechnung teilt die Wohnungsbauverwaltung dem Antragsteller mit, dass ihm ein Betrag gewährt wird, der der Hälfte des Betrags der Bewilligungszusage entspricht.

**Art. 11.** Wenn vorliegender Erlass sich auf die Festsetzung eines Einkommens bezieht, werden die festgelegten Beträge für jedes Kind, das zum Zeitpunkt der Antragstellung unterhaltsberechtig ist, um 50 000 BF erhöht.

**Art. 12. § 1.** Werden als Taxatoren anerkannt, die natürlichen Personen, die zu folgenden Berufskategorien gehören :

- a) die Architekten;
- b) die Architekturdiplomingenieure;
- c) die Zivil diplomingenieure;
- d) die Industrieingenieure;
- e) die Fachingenieure;
- f) die Landmesser-Immobilien sachverständigen.

Der Minister kann durch einen begründeten Beschluss andere Berufskategorien zulassen als diejenigen, die im voraufgehenden Absatz angeführt sind.

§ 2. Folgende juristische Personen sind zugelassen, um das Amt eines Taxators auszuüben :

a) die Handelsgesellschaften, deren Gesellschaftszweck Entwurf und Planung, Architektur und ähnliche Studien umfasst;

b) die Tochtergesellschaften der Regionalen Investitionsgesellschaft für Wallonien (S.R.I.W.), die den gleichen Zweckerfüllen wie die in § 2, a) gemeinten Gesellschaften.

§ 3. Folgende Einrichtungen sind zugelassen, um das Amt eines Taxators auszuüben :

a) das wissenschaftliche und technische Zentrum für das Bauwesen;

b) die Gesellschaft für die Entwicklung der Wallonischen Region (S.D.R.W.);

c) die Regionalen Wohnungskomitees.

§ 4. Durch begründeten Beschluss darf der Minister die Zulassung eines Taxators, der seine Verbindlichkeiten nicht erfüllt haben sollte, zurückziehen.

§ 5. Der Antragsteller darf die Arbeiten nicht vom Taxator durchführen lassen, auch darf dieser sie nicht durchführen. Er darf dem Taxator keine Entlohnung gewähren, die höher liegt als das vom Minister festgelegte Maximum, und der Taxator darf sie auch nicht annehmen.

Art. 13. Wenn eine Person, die einen Zuschuss erhalten hat, diesen gemäss Artikel 8, Absätze 1 und 2 des Königlichen Erlasses Nr. 5 vom 18. April 1967 über die Kontrolle der Gewährung und der Verwendung von Zuschüssen zurückzahlen muss, wird die Beibehaltung der Wohnungsbauverwaltung der Wallonischen Region anvertraut.

Art. 14. Als Übergangsmassnahme darf der Minister die in Artikel 7 beschriebenen Arbeiten, die seit dem 1. April 1982 ausgeführt worden wären, berücksichtigen, sofern sie Gegenstand eines spätestens innerhalb eines Monats ab der Veröffentlichung vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* eingereichten

Antrags auf Prämie waren bzw. sind und sofern nach Untersuchung feststeht, dass es sich bei diesen Arbeiten tatsächlich um Sanierungs-, Ausbesserungs- oder Isolierungsarbeiten handelt.

Art. 15. Sind aufgehoben :

1° der Königliche Erlass vom 21. Februar 1977 über die Gewährung für die Wallonische Region von Vorteilen zwecks Ausbesserung der gesunden Wohnungen, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 16. Mai 1977, 25. Januar 1979 und 21. Oktober 1980; ;

2° der Königliche Erlass vom 22. Februar 1977 über die Gewährung für die Wallonische Region von Vorteilen zwecks Ausbesserung von verbesserungsfähigen gesundheitsschädlichen Wohnungen, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 18. Mai 1977 und 25. Januar 1979;

3° der Königliche Erlass vom 5. März 1979 zur Einführung der Gewährung von Vorteilen zwecks Besserung der thermischen Qualität der Wohnungen in der Wallonischen Region, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 15. Januar 1980 und 9. Dezember 1981.

Art. 16. Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. September 1982 zur Einführung einer Prämie für die Wiederherstellung von in der Wallonischen Region gelegenen verbesserungsfähigen Wohnungen ist aufgehoben.

Art. 17. Vorliegender Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 18. Der Minister der Wallonischen Region für das Wohnungswesen und die Datenverarbeitung ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 27. Oktober 1982.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region,

J.-M. DEHOUSSE

Der Minister der Wallonischen Region  
für das Wohnungswesen und die Datenverarbeitung,

A. BERTOUILLE

VERTALING

WAALSE GEWEST

N. 82 — 1843

**27 OKTOBER 1982. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot instelling van een premie tot rehabilitatie van verbeterbare woningen, gelegen in het Waalse Gewest**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de Huisvestingscode, inzonderheid op de artikelen 38 en 76, ingevoegd bij de wet van 19 juli 1976;

Gelet op het advies van 27 juli 1982 van de Inspecteur van Financiën;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op die dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat er, gelet op de situatie van het woningbestand in het Waalse Gewest, op korte termijn een premie tot rehabilitatie dient te worden toegekend, dat de beroepscategorieën waarin de schatters worden erkend dienen te worden vastgesteld en dat, met het oog op de juridische samenhang, het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 september 1982 tot instelling van een premie tot rehabilitatie van verbeterbare woningen gelegen in het Waalse Gewest dient te worden opgeheven.

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor de Huisvesting en de Informatica,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1. Minister :

de minister van het Waalse Gewest die de huisvesting tot zijn bevoegdheid heeft.

2. Schatter :

de natuurlijke of rechtspersonen bevoegd tot het opstellen van :

— het bestek van de rehabilitatiewerkzaamheden;

— de verklaring van de gedeeltelijke voltooiing van deze werken zo het geval zich voordoet;

— de verklaring van de volledige voltooiing van de rehabilitatiewerkzaamheden;

**3. Inkomen :**

het aan de personenbelasting onderworpen netto-inkomen van de aanvrager en zijn echtgenoot of de persoon met wie hij, in de loop van het jaar dat het jaar van de aanvraag voorafgaat, samenwoont. Wanneer de cumulatie der inkomens wordt angewend, zijn de fiscale verminderingen die aan de echtgenoten worden toegestaan eveneens van toepassing.

**4. Woning :**

het huis of appartement dat hoofdzakelijk bestemd is voor de huisvesting;

**5. Verbeterbare woning :**

De woning die gebreken vertoont, met name inzake stabiliteit, waterdichtheid, droogheid, luchttoetreding en natuurlijke verlichting, veiligheid, isolering of hygiëne, en die kunnen worden verholpen.

**Art. 2.** Binnen de perken van de daartoe op de begroting van het Waalse gewest uitgetrokken kredieten kan de Minister, onder de bij dit besluit vastgestelde voorwaarden, een premie toekennen aan particulieren die een verbeterbare woning rehabiliteren.

De premie mag niet worden gecumuleerd met de voordelen bepaald in de reglementering betreffende de leningen verstrekt door het Woningfonds van de Bond der Kroostrijke Gezinnen van België en door de Nationale Landmaatschappij, noch met de in artikel 15 bepaalde voordelen.

Bovendien mag voor de woning waarvoor een premie is toegekend, geen nieuwe premieaanvraag worden gedaan gedurende een tijdruimte van vijf jaar volgend op de kennisgeving van het in artikel 10, § 1, eerste lid bedoelde definitieve bedrag.

**Art. 3.** De aanvraag moet worden ingediend bij het Bestuur voor de Huisvesting, op het door de Minister opgestelde en door dat Bestuur of het gemeentebestuur verstrekte formulier ad hoc.

Ze moet, op straffe van nietigheid, bij ter post aangetekende brief worden ingezonden; de poststempel geldt als bewijs voor de datum van de aanvraag.

De aanvraag moet vergezeld zijn van volgende documenten :

1° een uittreksel uit het bevolkingsregister dat de volledige identiteit vaststelt van de aanvrager en zijn echtgenoot of de persoon met wie hij samenwoont, alsmede van de kinderen die ten laste zijn van de aanvrager en van de kinderen die ten laste zijn van de persoon met wie de aanvrager samenwoont;

2° het bestek van de werken beschreven in artikel 7;

3° het aanslagbiljet dat als bewijs geldt voor het inkomen of, bij ontstentenis daarvan, een geschreven verklaring waarbij het Bestuur voor de Huisvesting ertoe wordt gemachtigd bij de bevoegde diensten van het Ministerie van Financiën de nodige inlichtingen in te winnen.

**Art. 4.** Op de datum van de aanvraag moet de aanvrager :

1. De leeftijd van 21 jaar bereikt hebben;

2. Gedurende een tijdruimte van vijf jaar te rekenen van de datum van de aanvraag, toestemmen in het bezoek aan de woning van de afgevaardigden van de Minister die moeten controleren of de gestelde voorwaarden betreffende de werkzaamheden in acht werden genomen.

**Art. 5.** Het inkomen mag de som van 1 000 000 F niet overschrijden.

**Art. 6.** De woning moet gelegen zijn in het Waalse gewest. Ze moet voor verbetering vatbaar worden verklaard door de schatter.

**Art. 7. § 1.** De rehabilitatiewerkzaamheden omvatten saneringswerken en verbeteringswerken.

De schatter moet van mening zijn dat de saneringswerken de oorzaken van ongezonde toestand kunnen verhelpen.

De verbeteringswerken, bepaald door de schatter, moeten inzonderheid de structuur en de binneninrichting, de isolatie, de uitrusting van of de toegang tot de woning verbeteren. Ze kunnen slechts in overweging worden genomen indien de saneringswerken al de oorzaken van ongezonde toestand verhelpen.

Er wordt geen rekening gehouden met werken uitgevoerd in vertrekken die hoofdzakelijk dienen voor de uitoefening van een beroepsactiviteit of ervoor bestemd zijn.

§ 2. De rehabilitatiewerkzaamheden mogen pas worden aangevat nadat het bestek is opgemaakt.

Ze worden uitgevoerd in een termijn van twee jaar te rekenen van de kennisgeving van de toezegging der premie; de Minister kan deze termijn echter met zes maanden verlenen indien hij oordeelt dat de vertraging te wijten is aan overmacht.

De rehabilitatiewerkzaamheden moeten worden uitgevoerd door overeenkomstig artikel 299bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen geregistreerde aannemers.

Er wordt geen premie toegekend voor rehabilitatiewerkzaamheden waarvan de kostenbegroting minder dan 100 000 frank bedraagt.

**Art. 8. § 1.** Het bedrag van de premie wordt vastgesteld op 30 pct. van de kostprijs der werken, met een maximum van 150 000 F.

Wanneer het inkomen echter niet meer bedraagt dan 500 000 F, wordt het vastgesteld op 60 pct. van de kostprijs der werken, met een maximum van 200 000 F.

§ 2. Het overeenkomstig § 1 vastgestelde bedrag van de premie wordt verhoogd met 100 000 F wanneer de aanvraag betrekking heeft op rehabilitatiewerkzaamheden welke uit te voeren zijn aan een woning die de aanvrager ten vroegste vijf jaar vóór de datum van aanvraag heeft verworven.

Deze bepaling is echter enkel van toepassing op de woningen waarvan de authentieke aankoopakte door de aanvrager is ondertekend na de inwerkingtreding van dit besluit.

Bovendien wordt deze verhoging niet toegekend wanneer de aanvrager een premie heeft genoten ter verwerving van woningen toebehorend aan de openbare sector in het Waalse Gewest krachtens het koninklijk besluit van 27 april 1977, gewijzigd bij koninklijk besluit van 12 april 1978.

**Art. 9.** De toezegging van de premie wordt gedaan op basis van de raming van de schatter en van de door de aanvrager verstrekte inlichtingen. De toezegging of de weigering van de premie wordt binnen 6 maanden na de aanvraag aan de aanvrager medegedeeld.

**Art. 10.** Het bedrag van de premie wordt bepaald op basis van de facturen betreffende de in artikel 7, § 1, bedoelde werken. Dat bedrag wordt aan de aanvrager medegedeeld nadat het Bestuur voor de Huisvesting van de schatter een verklaring heeft ontvangen waarbij de voltooiing van het werk wordt bevestigd.

Op verzoek van de aanvrager stelt de schatter de stand van het werk op, op voorwaarde dat het bedrag der facturen tenminste de helft bedraagt van de kostprijs van al de werken die in het bestek zijn vermeld; na ontvangst van deze stand van het werk, deelt het Bestuur voor de Huisvesting de aanvrager mede dat hem een bedrag wordt toegekend gelijk aan de helft van dat van de toezegging.

**Art. 11.** Wanneer dit besluit verwijst naar de vaststelling van een inkomen, worden de vastgestelde bedragen verhoogd met 50 000 F per kind ten laste op het tijdstip van de aanvraag.

**Art. 12. § 1.** Worden erkend als schatters, de natuurlijke personen die tot de volgende beroeps categorieën behoren :

- a) de architecten;
- b) de ingenieurs-architecten;
- c) de burgerlijke ingenieurs;
- d) de industriële ingenieurs;
- e) de technische ingenieurs;
- f) de landmeters-experten onroerende goederen.

Bij een met redenen omkleed besluit kan de Minister andere beroeps categorieën erkennen dan die bepaald in het vorige lid.

§ 2. De volgende rechtspersonen worden erkend om de functie van schatter uit te oefenen :

- a) de handelsmaatschappijen waarvan het doel, engineering, architectuur en gelijkaardige studies omvat;
- b) de filialen van de Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië die hetzelfde doel hebben als de in § 2, a, genoemde maatschappijen.

§ 3. De volgende instellingen worden erkend om de functie van schatter uit te oefenen :

- a) Het Wetenschappelijk en Technisch Centrum voor het Bouwbedrijf;
- b) De Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor Wallonië;
- c) De Gewestelijke Maatschappijen voor de Huisvesting.

§ 4. Bij een met redenen omkleed besluit kan de Minister de erkenning intrekken van de schatter die zijn verplichtingen niet zou zijn nagekomen.

§ 5. De aanvrager mag de werken niet door de schatter laten uitvoeren en evenmin mag deze laatste ze uitvoeren. Hij mag aan de schatter geen beloning toekennen boven het door de Minister vastgestelde maximum en evenmin mag de schatter dat aanvaarden.

**Art. 13.** In de gevallen dat een persoon die een toelage heeft ontvangen, deze moet terugbetalen, overeenkomstig artikel 3, eerste en tweede lid van het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de toezeggingscontrole en het gebruik van toelagen, wordt de invordering opgedragen aan het Bestuur voor de Huisvesting van het Waalse Gewest.

**Art. 14.** Bij overgangsmaatregel kan de Minister de in artikel 7 bedoelde werken, die sedert 1 april 1982 zouden zijn uitgevoerd, in aanmerking nemen, voor zover daartoe een premieaanvraag werd of wordt ingediend binnen een termijn van uiterlijk één maand, te rekenen van de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* en voor zover na onderzoek wordt vastgesteld dat deze werken werkelijk sanerings-, verbeterings- of isolatiewerken zijn.

**Art. 15.** Worden opgeheven :

1° Het koninklijk besluit van 21 februari 1977 betreffende de verlening, voor het Waalse Gewest, van voordelen voor de verbetering van gezonde woningen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 mei 1977, 25 januari 1979 en 21 oktober 1980;

2° Het koninklijk besluit van 22 februari 1977 betreffende de verlening, voor het Waalse Gewest, van voordelen voor de sanering van verbeterbare ongezonde woningen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 mei 1977 en 25 januari 1979;

3° Het koninklijk besluit van 5 maart 1979 tot regeling van de verlening van voordelen voor de verbetering van de thermische kwaliteit van woningen in het Waalse Gewest, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 januari 1980 en 9 december 1981.

**Art. 16.** Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 september 1982 tot instelling van een premie tot rehabilitatie van verbeterbare woningen gelegen in het Waalse Gewest wordt opgeheven.

**Art. 17.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 18.** De Minister van het Waalse Gewest voor de Huisvesting en de Informatica is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 oktober 1982.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest,

J.-M. DEHOUSSE

De Minister van het Waalse Gewest  
voor de Huisvesting en de Informatica,

A. BERTOUILLE

## ANDERE BESLUITEN

### MINISTERIE VAN JUSTITIE

#### Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 27 augustus 1982, dat in werking treedt op 18 december 1982, is de heer Van der Planken, R., eerste substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, in ruste gesteld.

Hij heeft aanspraak op het emeritaat.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershelve te voeren.

Bij koninklijke besluiten van 2 december 1982 :

— is aan Mej. Donnay, B., op haar verzoek, ontslag verleend uit haar ambt van plaatsvervangend rechter in het vrederecht van het kanton Paliseul;

— is de heer Frankort, A., advocaat te Aywaille, benoemd tot plaatsvervangend rechter in het vrederecht van het kanton Louveigné.

#### Militair Gerecht

Bij koninklijk besluit van 15 juli 1982 is benoemd voor een nieuwe termijn met ingang van 15 december 1982 en eindigend op 28 juli 1984 tot burgerlijk lid van de bestendige krijgsraad te Brussel, de heer Verbaet, Ch., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Brussel.

### MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

#### Burgemeesters. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 7 december 1982 zijn tot burgemeester benoemd, met ingang van 1 januari 1983, de op nagaande lijst vermelde personen :

#### Provincie Henegouwen

Belœil : de heer Destrebecq, Georges;  
Boussu : de heer Urbain, Robert;

## AUTRES ARRÊTÉS

### MINISTÈRE DE LA JUSTICE

#### Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 27 août 1982, entrant en vigueur le 18 décembre 1982, M. Van der Planken, R., premier substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance d'Anvers, est admis à la retraite.

Il a droit à l'éméritat.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêtés royaux du 2 décembre 1982 :

— est acceptée, à sa demande, la démission de Mlle Donnay, B., de ses fonctions de juge suppléant à la justice de paix du canton de Paliseul;

— M. Frankort, A., avocat à Aywaille, est nommé juge suppléant à la justice de paix du canton de Louveigné.

#### Justice militaire

Par arrêté royal du 15 juillet 1982, est nommé pour un nouveau terme prenant cours le 15 décembre 1982 et expirant le 28 juillet 1984 membre civil au conseil de guerre permanent de Bruxelles, M. Verbaet, Ch., juge au tribunal de première instance de Bruxelles.

### MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

#### Bourgmestres. — Nominations

Par arrêté royal du 7 décembre 1982, sont nommés bourgmestre, à la date du 1er janvier 1983, les personnes dont le nom figure au relevé ci-dessous :

#### Province de Hainaut

Belœil : M. Destrebecq, Georges;  
Boussu : M. Urbain, Robert;